

Corruption, évasion fiscale, sorties illégales = 6000 milliards de \$ de perte pour les pays concernés



De notre envoyé spécial aux Etats Unis :

Global Financial Integrity (GFI) est une ONG américaine, basée à Washington, financée par Ford et des donateurs privés, qui oeuvre contre la corruption et la fuite illégale de capitaux , surtout depuis des pays en voie de développement.

Le 1er exportateur de capitaux illicites est la Chine le 2ème étant la Russie.

L'Arménie aurait exporté illégalement 6,2 milliards de dollars de 2002 à 2011 avec une nette accélération en 2007 avec 1 milliard de dollars par an jusqu'en 2011.

La Géorgie n'aurait sorti illégalement "que" 4,5 milliards de dollars.

L'HISTOIRE DE GFI :

Création : 2006

Type : Organisation non gouvernementale Association à but non lucratif

Siège :
1319 18th Street, NW, Suite 200
Washington, D.C.

Langue(s) : Anglais

Effectifs : 11

Directeur :
Drapeau des États-Unis Raymond W. Baker

Affiliation(s)
Center for International Policy

Site web
www.gfintegrity.org/
modifier Consultez la documentation du modèle

Global Financial Integrity (GFI) est une organisation non gouvernementale située à Washington, DC qui œuvre à la promotion des politiques, des mesures de protection et des ententes nationales et multilatérales visant à freiner les mouvements transfrontaliers de capitaux illicites : corruption, contrebande, crime organisé et évasion fiscale¹. Son action passe par la mise en place de partenariats stratégiques, par la diffusion de rapports de recherches et par la préconisation de solutions en vue de freiner la circulation des capitaux illégaux. Elle publie par ailleurs des articles dans la presse internationale visant à mettre en lumière des cas précis^{2,3,4}.

Sommaire

- 1 Historique et objectifs
- 2 Activité
- 3 Retombées
- 4 Gouvernance
- 5 Voir aussi 5.1 Rapports publiés
- 5.2 Références
- 5.3 Liens externes

Historique et objectifs

Global Financial Integrity a été fondée en 2006 après la publication de "Le talon d'Achille du capitalisme : L'argent sale et comment renouveler le système d'économie de marché". Son auteur, Raymond W. Baker, alors dirigeant de l'ONG "Center for International Policy" est maintenant le directeur du GFI.

Les objectifs que GFI se sont assignés reposent sur l'estimation selon laquelle 1 billion⁷ de dollars issus de fonds illégalement acquis, transférés ou utilisés traversent les frontières chaque année, et que sur ce total, la moitié fait l'objet d'un transfert des économies en développement et en transition vers les pays avancés. Pour GFI, ces transferts constituent la source économique la plus dommageable de pauvreté. Ces flux illicites de capitaux, représentés par des transferts de liquidités générés par les cartels de la drogue, les organisations terroristes et les fraudeurs à l'impôt sur tout le globe, compromettent les objectifs de la Banque mondiale et autres institutions prêteuses, privent les nations en développement des ressources critiques, et contribuent à la faillite de ces pays.

Activité

En décembre 2008, GFI a publié une étude approfondie intitulée, *Illicit Financial Flows from Developing Countries: 2002-2006* qui a constaté que les pays en voie de développement perdent approximativement 1000 milliards de dollars chaque année, du fait des flux financiers illicites. L'étude a également mis en évidence une autre tendance importante : les économies de ces pays perdent en raison de ces flux 10 fois plus d'argent que ce qu'ils reçoivent d'aide internationale⁸.

En janvier 2009, GFI a réuni des représentants de plusieurs organisations non gouvernementales, dont Transparency International, et de gouvernements, pour former la *Task Force on Financial Integrity & Economic Development*^{9,10}, qui milite pour une meilleure transparence et une plus grande responsabilisation du système financier mondial. Dans le même temps, elle développait une activité de lobbying auprès des institutions de régulation internationales et des pays à fiscalité favorable, à commencer par l'OCDE et la Suisse¹¹.

La même année, le GFI estimait que 50 % du résultat du commerce mondial échappait à la taxation grâce aux paradis fiscaux¹².

En janvier 2011, GFI a publié une étude, *Illicit Financial Flows from Developing Countries: 2000-2008*, qui a constaté que les flux financiers illicites en provenance des seuls 48 pays les moins avancés ont augmenté de 7,9 milliards de

dollars en 2006 à 20,2 milliards de dollars en 2008. Au niveau mondial, pour l'ensemble des pays en développement, ces chiffres sont respectivement de 411 milliards de dollars en 2000, contre 1.234 en 2008, soit un total cumulé de 6.500 milliards sur la période¹³.

Global Financial Integrity (GFI) fait régulièrement pression après de l'OCDE et du G20 ¹⁴ à mettre en œuvre de nouvelles garanties en vue d'améliorer la transparence et la coopération dans le système financier mondial. GFI a également appuyé dès 2009 le projet de loi américain en:Carl Levin#Stop Tax Haven Abuse Act¹⁵, présenté par le sénateur Carl Levin.

Retombées :

Les parutions de GFI ont donné lieu à de nombreux articles de presse, aussi en Europe qu'en Afrique, Asie et Etats-Unis^{16,17,18,19}.

Le rapport 2011 a fait l'objet d'une présentation à la 4ème conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue en Turquie²⁰

Gouvernance :

L'ONG est dotée d'un Conseil d'Administration, assisté d'un Conseil Consultatif. Parmi les membres du Conseil d'Administration, figure, un ancien économiste du FMI, Dev Kar.

Le comité consultatif, composé de personnalités internationales, mentionne entre autres la présence de Eva Joly, membre de Europe Écologie Les Verts et reconnue en 2010 pour son travail incessant contre la corruption et la fraude par le “Award for Exemplary Leadership²¹”.

Le financement de GFI est assuré par la Fondation Ford, la Task Force on Financial Integrity & Economic Development, ainsi que par des donateurs privés, selon les informations mentionnées sur le site de l'ONG.

Voir aussi :

Gouvernance mondiale Trafic de stupéfiant Trafic d'armes Crime organisé

Rapports publiés :

(en) Illicit Financial Flows from Developing Countries: 2002-2006

(en) New Report finds that Illicit Financial Flows out of the Developing World Overwhelm Foreign Aid

(en) Illicit Financial Flows from Developing Countries: 2000-2009

(en) Tip Sheet: Illicit Financial Flows from Developing Countries 2000 - 2009

Références :

1. ↑ Site web du Global Financial Integrity, http://www.gfip.org/index.php?option=com_content&task=view&id=14&Itemid=135

2. ↑ <http://www.ft.com/cms/s/0/1fdc10ac-303c-11de-88e3-00144feabdc0.html#axzz1eErN9CPY> Inde : "La malédiction de l'argent "au noir", article original anglais publié dans le Financial Times du 23 avril 2009

3. ↑ <http://www.isn.ethz.ch/isn/Current-Affairs/Security-Watch-Archive/Detail/?lng=en&id=118275> Transparence financière, un impératif de sécurité nationale, article non-traduit de Tom Cardamone initialement publié sur The Diplomatic Courier le 23 juin 2009

4. ↑ <http://www.indianexpress.com/news/what-we-actually-said/452753/> Ce que nous disons vraiment article de Dev Car non traduit, publié sous le titre What we actually said dans l'Indian Express du 30 avril 2009

5. ↑ (en) Capitalism's Achilles Heel: Dirty Money and How to Renew the Free-Market System, Raymond W. Baker (Ed. John Wiley & Sons 2005) Traduction française de Marie-Blanche Daigneault, publiée en 2007 par alTERRE éditions - 978-2923640006

6. ↑ Site du Center for International Policy <http://www.ciponline.org/>

7. ↑ soit 1.000 milliards, à ne pas confondre avec sa traduction anglaise "trillion", qui en français représente un milliard de milliard

8. ↑ http://www.gfintegrity.org/storage/gfip/documents/reports/IFF2010/gfi_iff_update_report-web.pdf

9. ↑ <http://www.financialtaskforce.org/> Site officiel

10. ↑ Ne pas confondre avec l'organisme intergouvernemental FAFT, (en) Financial Action Task Force, acronyme du GAFI

11. ↑ http://www.swissinfo.ch/fre/La_Suisse_mene_un_combat_darriere-garde.html?cid

[=7284306](#)

12. ↑

<http://www.washingtonpost.com/wp-srv/opinions/files/taxhavens04122009.html>

13. ↑ http://www.beta.undp.org/undp/en/home/librarypage/poverty-reduction/trade_content/illicit_financialflowsfromtheleastdevelopedcountries1990-2008.html (en)

Rapport GFI pour le Programme de Développement des Nations-Unies, Flux financiers illicites issus des PVD : 2000-2008

14. ↑ <http://caymannewsservice.com/finance/2011/10/18/activists-apply-pressure-over-financial-secrecy> Des militants font pression sur le secret bancaire, article non

traduit publié sous le titre (en)||Activists apply pressure over financial secrecy|| par Cayman News Service, le 18 octobre 2011

15. ↑ Loi visant à taxer les entreprises sur la base du lieu d'exercice de leurs activités, plutôt que sur l'adresse de leur siège social

16. ↑

<http://blog.mondediplo.net/2010-07-15-Les-transnationales-au-centre-de-la-grande>

17. ↑

<http://economictimes.indiatimes.com/searchresult.cms?query=Global%20Financial%20Integrity>

18. ↑ <http://www.malaysiakini.com/news/153932>

19. ↑

<http://www.slateafrique.com/461/flux-capitaux-illicites-developpement-economie-aide> Les flux de capitaux illicites appauvrissent l'Afrique

20. ↑

<http://www.financialtaskforce.org/2011/05/12/undp-commissioned-report-from-global-financial-integrity-%E2%80%9Cillicit-financial-flows-from-the-least-developed-countries-1990-2008%E2%80%9D-now-available/>